

Avant de résumer les perspectives des négociations, il serait bon de s'arrêter ici et d'analyser plus en profondeur la question des services et des investissements, car, comme je l'ai déjà mentionné, non seulement ces questions sont essentielles à la conclusion heureuse des négociations commerciales multilatérales ainsi qu'à l'avenir du GATT, mais elles ont aussi une importance générale en ce qui touche le thème de la présente séance et de ce congrès.

Le caractère litigieux de la question du commerce des services est, du moins en surface, embarrassante puisque même sous leur angle le plus superficiel, les raisons économiques justifiant son inclusion dans les négociations sont écrasantes.

Ainsi, à l'heure actuelle, les services figurent peut-être pour 25 % de tout le commerce mondial(3). C'est là un pourcentage important et une simple extrapolation des taux de croissance antérieurs destinerait le GATT à un affaiblissement graduel et à une vocation de moins en moins pertinente, sans mandat réel en ce qui touche le commerce des services. On le remplacerait sans aucun doute par des accords bilatéraux et plurilatéraux qu'un nombre croissant d'observateurs sérieux prônent déjà comme la stratégie souhaitable à la lumière de l'obstruction prolongée qui survient dans le GATT.

Il ne faudrait cependant pas juger de l'importance de la "question des services" simplement d'après le volume des échanges